



CHAPITRE 343

CHAPTER 343

LOI CONCERNANT LA LIBÉRATION DE CERTAINS DÉBITEURS AN ACT RESPECTING THE RELEASE OF CERTAIN DEBTORS

Interprétation:

1. Dans la présente loi, les termes ci-après mentionnés ont le sens suivant:

“Créance”;

a) “Créance” comprend le principal, les intérêts, les frais de justice taxés contre le débiteur et ceux faits dans l’intérêt commun;

“Immeuble”;

b) “Immeuble” comprend un ou des immeubles;

“Valeur”.

c) “Valeur”, appliqué à un immeuble ou à un bien quelconque, s’entend de sa valeur équitable de rendement, de placement ou de commerce en temps d’activité économique normale, sans égard à sa dépréciation passagère par suite d’une crise économique régionale ou générale. 2 Geo. VI, c. 90, a. 1.

Libération du débiteur après vente en justice.

2. Lorsqu’un immeuble a été vendu en justice et adjugé au créancier d’une dette garantie par privilège ou hypothèque sur cet immeuble, le débiteur a le droit d’obtenir sa libération envers tel créancier, à l’égard de cette dette ou, selon le cas, de toute balance restant due sur cette dette et de tout jugement s’y rapportant, dans les cas suivants:

a) Lorsque l’immeuble, lors de l’adjudication, avait une valeur au moins égale au montant global de la créance de l’adjudicataire et de toute autre créance hypothécaire ou privilégiée affectant l’immeuble et ayant priorité de rang sur celle de l’adjudicataire;

b) Lorsque l’adjudicataire a revendu l’immeuble, ou partie de l’immeuble, pour

1. In this act, the terms hereinafter mentioned shall have the following meaning:

a. “Claim” includes the principal, interest, law costs taxed against the debtor and those effected in the common interest;

b. “Immoveable” includes one or more immoveables;

c. “Value”, applied to any immoveable or property whatsoever, means its fair yielding, investment or commercial value in times of normal economic activity, regardless of its depreciation for the time being through a regional or general economic depression. 2 Geo. VI, c. 90, s. 1.

2. Whenever an immoveable has been sold at law and adjudged to the creditor of a debt guaranteed by privilege or hypothec upon such immoveable, the debtor has the right to obtain his release as regards such creditor, with respect to such debt or, as the case may be, with respect to all balance remaining due on such debt, and with respect to any judgment in connection therewith, in the following cases:

a. When the immoveable, at the time of the adjudication, had a value at least equal to the total amount of the purchaser’s claim and of every other hypothecary or privileged claim affecting the immoveable and ranking ahead of that of the purchaser;

b. When the purchaser has resold the immoveable, or part of the immoveable,

Interprétation:

“Claim”;

“Immoveable”;

“Value”.

Release of debtor after judicial sale.

un prix au moins égal au montant global de sa créance, des dépenses faites par l'adjudicataire pour l'entretien et l'amélioration de l'immeuble, avec intérêt au taux de cinq pour cent l'an sur ces dépenses, et de toute autre créance hypothécaire ou privilégiée affectant l'immeuble et ayant priorité de rang sur celle de l'adjudicataire;

c) Lorsque, par suite de transactions ou d'opérations quelconques dont cet immeuble a été l'objet, l'adjudicataire a reçu ou réalisé, en argent ou en biens, une valeur au moins égale au montant global de sa créance, de toute autre créance hypothécaire ou privilégiée affectant l'immeuble et ayant priorité de rang sur celle de l'adjudicataire et des dépenses d'entretien et d'amélioration dudit immeuble ou de toute autre immeuble reçu en échange. 2 Geo. VI, c. 90, a. 2.

Applica-
tion.

3. Les dispositions de l'article 2 s'appliquent à toute autre vente d'immeuble ayant l'effet du décret. 2 Geo. VI, c. 90, a. 3.

Intérêts.

4. Dans la détermination du montant de la créance, les intérêts sont calculés à un taux de cinq pour cent par année, à moins que la convention ou la loi ne stipule un taux inférieur.

Peines.

Dans la détermination de ce montant, les sommes exigibles à titre de pénalités pour inexécution de quelque obligation du débiteur sont ajoutées aux intérêts. Toutefois, lorsque le montant global des intérêts et des pénalités excède le montant que peut produire un taux d'intérêt de cinq pour cent par année sur le principal et les frais, il est réduit en conséquence. 2 Geo. VI, c. 90, a. 4.

Créance
plus éle-
vée que
la valeur.

5. Lorsque la créance est plus élevée que la valeur de l'immeuble lors de l'adjudication, ou que son prix de revente, ou que la valeur reçue ou réalisée à la suite de transactions ou d'opérations dont l'immeuble a été l'objet, le débiteur peut néanmoins obtenir sa libération en payant au créancier le montant requis pour parfaire. 2 Geo. VI, c. 90, a. 5.

for a price at least equal to the total amount of his claim, of the expenses incurred by the purchaser for the maintenance and the improvement of the immoveable with interest at the rate of five per cent per annum upon such expenditure, and of every other hypothecary or privileged claim affecting the immoveable and ranking ahead of that of the purchaser;

c. When, through any transaction or operation whatsoever respecting such immoveable, the purchaser has received or realized, in money or in property, a value at least equal to the total amount of his claim, of every other hypothecary or privileged claim affecting the immoveable and ranking ahead of that of the purchaser, and of the expenses of maintenance and improvement of the said immoveable or of any other immoveable received in exchange. 2 Geo. VI, c. 90, s. 2.

3. The provisions of section 2 shall apply to every other sale of an immoveable having the effect of the sheriff's sale. 2 Geo. VI, c. 90, s. 3.

Applica-
tion.

4. In determining the amount of the claim, interest shall be calculated at a rate of five per cent per annum unless the agreement or the law stipulates a lower rate.

Interest.

In determining such amount, the sums exigible as penalties for the non-fulfilment of any obligation of the debtor shall be added to the interest. However, when the total amount of the interest and of the penalties exceeds the amount with interest at a rate of five per cent per annum upon the principal and the costs would produce, such total amount shall be reduced accordingly. 2 Geo. VI, c. 90, s. 4.

Penalties.

5. When the claim is greater than the value of the immoveable at the time of the adjudication, than its resale price or than the value received or realized through transactions or operations respecting the immoveable, the debtor may nevertheless obtain his release by paying to the creditor the amount required to make up the difference. 2 Geo. VI, c. 90, s. 5.

Claim
exceeding
value.

Parent du créancier.	6. L'immeuble adjudgé à un parent ou allié du créancier vivant sous son toit, est, pour les fins de la demande de libération, réputé avoir été adjudgé au créancier. 2 Geo. VI, c. 90, a. 6.	6. An immoveable adjudged to a person who is related, or allied by marriage, to the creditor, and living with him, shall, for the purpose of the application for release, be deemed to have been adjudged to the creditor. 2 Geo. VI, c. 90, s. 6.	Creditor's relatives.
Collusion.	7. Sous réserve des dispositions de l'article 6, lorsque l'immeuble est adjudgé à un tiers par collusion entre ce dernier et le créancier pour éluder le recours accordé au débiteur par la présente loi, l'immeuble est réputé, pour les fins de l'exercice de ce recours, avoir été adjudgé au créancier.	7. Subject to the provisions of section 6, when the immoveable is adjudged to a third party by collusion between the latter and the creditor in order to evade the recourse granted to the debtor by this act, the immoveable shall be deemed, for the purpose of exercising such recourse, to have been adjudged to the creditor.	Collusion.
Présomption.	Si le tiers est un ascendant, un descendant, un frère, une sœur ou un allié au premier degré du créancier, il y a présomption de collusion entre l'adjudicataire et le créancier. 2 Geo. VI, c. 90, a. 7.	If the third party be an ascendant, a descendant, a brother or a sister of the creditor or a person allied in the first degree to the creditor, there shall be presumption of collusion between the purchaser and the creditor. 2 Geo. VI, c. 90, s. 7.	Presumption.
Requête.	8. La demande de libération se fait par requête devant la Cour supérieure siégeant pour le district où est situé, en totalité ou en partie, l'immeuble vendu ou, selon le cas, l'un des immeubles vendus.	8. The application for release shall be made by petition before the Superior Court sitting in and for the district wherein is situated, in whole or in part, the immoveable sold or, as the case may be, one of the immoveables sold.	Petition.
Contenu.	Cette requête énonce brièvement les faits relatifs à la demande et conclut à la libération du débiteur à l'égard de la dette ou, selon le cas, de la balance restant due sur cette dette.	Such petition shall set forth briefly the facts relating to the application and conclude for the release of the debtor with respect to such debt or, as the case may be, the balance remaining due on such debt.	Contents.
Signification.	Cette requête est signifiée et produite conformément aux règles du Code de procédure civile régissant la signification et l'entrée d'une action ordinaire.	Such petition shall be served and brought in conformity with the rules of the Code of Civil Procedure governing the serving and the bringing of an ordinary action.	Service.
Procédure.	Elle est introductive d'instance et est, quant au surplus, traitée comme une instance introduite par action ordinaire devant la Cour supérieure et sujette à l'application de toutes les règles du Code de procédure civile régissant les actions ordinaires, y compris les règles relatives aux appels.	The petition shall be the beginning of the suit which, as to the rest, shall be treated as a suit instituted by ordinary action before the Superior Court and be subject to the application of all the rules of the Code of Civil Procedure governing ordinary actions, including the rules respecting appeal.	Procedure.
Montant de l'instance.	Le montant de l'instance est celui pour lequel le débiteur demande sa libération. 2 Geo. VI, c. 90, a. 8.	The amount of the suit shall be that from which the debtor applies to be released. 2 Geo. VI, c. 90, s. 8.	Amount of suit.
Libération.	9. La libération du débiteur principal entraîne la libération de ses cautions et garants.	9. The release of the principal debtor entails the release of his sureties and warrantors.	Release.
Droit des cautions.	Lorsqu'un débiteur a, en vertu de la présente loi, droit d'obtenir sa libération	When a debtor has, in virtue of this act, the right to obtain his release with	Surety's rights.

à l'égard d'une dette ou balance de dette, toute personne qui s'est portée caution ou garant du paiement de cette dette ou balance de dette a droit d'obtenir sa propre libération et peut exercer son recours à cette fin, indépendamment du débiteur principal, en suivant la procédure ci-dessus prescrite. 2 Geo. VI, c. 90, a. 9.

respect to a debt or balance of debt, any person who has become surety or warrantor for the payment of such debt or balance of debt has the right to obtain his own release and may exercise his recourse for such purpose, independently of the principal debtor, by following the procedure hereinabove set forth. 2 Geo. VI, c. 90, s. 9.

Libération
deman-
dée en
défense.

10. Le débiteur peut, aussi longtemps que son recours en libération n'est pas prescrit, faire valoir en défense à une action, en opposition à une saisie-exécution ou en contestation d'une saisie-arrêt, selon le cas, les moyens qu'il peut invoquer à l'appui d'une demande de libération, et, sur conclusions à cette fin dans ladite défense, opposition ou contestation, le tribunal peut accorder la libération. 2 Geo. VI, c. 90, a. 10.

10. The debtor may, in so far as his recourse for release is not prescribed, invoke as a defence to a suit, as an opposition to a seizure in execution or as a contestation of a seizure by garnishment, as the case may be, the grounds which he may invoke in support of an application for release, and, upon conclusions to that effect in the said defence, opposition or contestation, the court may award the release. 2 Geo. VI, c. 90, s. 10.

Release
asked in
defence,
etc.

Prescrip-
tion.

11. La demande en libération doit, sous peine de déchéance, être introduite:

a) Dans le cas du paragraphe *a* de l'article 2, dans les deux ans à compter de l'adjudication;

b) Dans les cas des paragraphes *b* et *c* dudit article, dans les deux ans à compter du jour où le droit à la libération a pris naissance, mais avant l'expiration des cinq années qui suivent l'adjudication. 2 Geo. VI, c. 90, a. 11.

11. The application for release must, under pain of forfeiture, be instituted: Prescrip-
tion.

a. In the case of paragraph *a* of section 2, within the two years counting from the adjudication;

b. In the cases of paragraphs *b* and *c* of the said section, within the two years counting from the date when the right to release arose, but prior to the expiration of the five years following the adjudication. 2 Geo. VI, c. 90, s. 11.

Applica-
tion.

12. Les dispositions de la présente loi s'appliquent dans les cas de ventes d'immeubles faites depuis le premier janvier 1925.

Délai.

Dans ces cas, la demande de libération devait, sous peine de déchéance, être introduite dans les deux ans à compter du 12 avril 1938, sauf la disposition du troisième alinéa du présent article.

Idem.

Si la demande de libération est basée sur les moyens prévus aux paragraphes *b* ou *c* de l'article 2 et si le droit à la libération ne prend naissance que postérieurement au 12 avril 1938, la demande de libération doit, sous peine de déchéance, être introduite dans les deux ans à compter du jour où le droit à la libération a pris naissance, mais avant l'expiration des cinq années qui suivent le 12 avril 1938. 2 Geo. VI, c. 90, a. 12; 3 Geo. VI, c. 93, a. 1.

12. The provisions of this act shall apply in the case of sales of immovables effected since the 1st of January, 1925. Applica-
tion.

In such cases, the application for release had to be instituted, under pain of forfeiture, within the two years counting from the 12th of April, 1938, saving the provisions of the third paragraph of this section. Delay.

If the application for release is based upon the grounds contemplated in paragraphs *b* or *c* of section 2 and if the right to release arise only after the 12th of April, 1938, the application for release must, under pain of forfeiture, be instituted within the two years counting from the date when the right to release arose, but prior to the expiration of the five years following the 12th of April, 1938. 2 Geo. VI, c. 90, s. 12; 3 Geo. VI, c. 93, s. 1. Idem.